



Banque de la République d'Haïti

NOTE SUR LA POLITIQUE MONETAIRE

JUIN 2015

Avant-propos

La **Note sur la Politique Monétaire** analyse les développements récents observés dans l'économie haïtienne en mettant l'accent sur l'une des principales composantes de la politique économique : la politique monétaire. Elle présente le cadre de la politique monétaire, qui permet de faire le lien entre les différents secteurs de l'économie et la sphère monétaire. Son objectif est de renseigner le public sur l'orientation de la politique monétaire, de rendre compte des dernières décisions prises par les autorités et de dégager les perspectives à court terme pour l'économie nationale.

Sommaire

I.	VUE D'ENSEMBLE	3
II.	L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE SOUS-JACENT A LA POLITIQUE MONETAIRE.....	4
III.	LES DECISIONS DE POLITIQUE MONETAIRE AU TROISIEME TRIMESTRE 2015.....	8
IV.	PERSPECTIVES.....	13

I. VUE D'ENSEMBLE

Au cours du troisième trimestre de l'exercice fiscal 2014-2015, la situation économique et financière a été marquée par une dépréciation accélérée de la gourde par rapport au dollar américain. Cette conjoncture a contraint la Banque de la République d'Haïti (BRH) à resserrer davantage les conditions monétaires en augmentant à deux reprises les taux de réserves obligatoires ainsi que les taux directeurs. Ces décisions ont été prises afin d'atténuer les effets de cette dépréciation sur l'évolution des prix dans l'économie, lesquels ont connu une progression relativement constante durant tout le trimestre. Ces mesures ont été adoptées dans un contexte international caractérisé par une amélioration de l'activité économique et un ralentissement continu de l'inflation, ce qui a favorisé le maintien du statu quo des taux directeurs des banques centrales. De même, les prix des produits de base ont poursuivi leur évolution à la baisse à l'instar des cours du pétrole sur le marché international, ce qui a contribué à contenir les tensions inflationnistes locales essentiellement d'origine monétaire.

Au niveau national, les projections des indicateurs de conjoncture pour le troisième trimestre 2015 témoignent d'une reprise de l'activité dans le secteur industriel et commercial. Les prix ont maintenu leur tendance à la hausse tout en ayant une évolution contenue. S'agissant des finances publiques, les données disponibles montrent une dégradation de la situation des comptes du Trésor Public. En effet, le troisième trimestre coïncide avec la période où généralement les recettes (notamment les recettes internes) connaissent une baisse alors que, parallèlement, les dépenses ont enregistré une augmentation substantielle. Ainsi, les opérations de l'État se sont soldées par une détérioration du solde budgétaire courant, laquelle a entraîné une augmentation du financement monétaire.

Les données préliminaires du mois de juin¹ sur la situation monétaire, font état d'une progression de la base au sens du programme financier qui lie les autorités fiscale et monétaire au FMI et la base au sens large par rapport à mars 2015 contre une évolution à la baisse au cours du trimestre précédent. Le comportement de la base monétaire est principalement influencé par la hausse du stock de crédit net de la BRH à l'État, étant donné la baisse continue des avoirs extérieurs nets. L'expansion de la monnaie centrale au cours du troisième trimestre traduit les répercussions de la détérioration de la situation des finances publiques. Cependant, en dépit de la conjoncture, les indicateurs financiers d'octobre 2014 à avril 2015 témoignent d'un système bancaire solide, performant et solvable.

¹ Données au 17 juin 2015

II. L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE SOUS-JACENT À LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Amélioration de l'activité économique et ralentissement de l'inflation à l'échelle internationale

Au troisième trimestre 2015, l'environnement économique international a été marqué par une légère amélioration de l'activité économique et un ralentissement continu de l'inflation caractérisé par un repli des prix des produits de base sur le marché international. En effet, après une contraction de 0,7 % de l'économie américaine sur la période de janvier à mars 2015, les statistiques disponibles en avril et en mai suggèrent une accélération des activités économiques pour le troisième trimestre 2015 au regard de l'augmentation de la production manufacturière, des ventes d'automobiles et de logements et des dépenses de construction (2,2 %).

La croissance de l'activité économique aux États-Unis a favorisé un accroissement des créations d'emplois qui s'est traduit par une stabilité du taux de chômage à 5,5 % en mai 2015. Pour la Zone Euro, les prix ont crû de 0,34 % en mai et les prévisions tablent sur une accélération de la croissance de 0,6 % au deuxième trimestre 2015 et une réduction du taux de chômage à 11 % d'ici à la fin de l'année. L'évolution favorable du marché du travail jointe à la faiblesse du niveau des prix à la fois aux États-Unis et en Zone Euro a conforté les autorités monétaires de ces pays dans le maintien du statu quo au niveau des taux d'intérêt directeurs.

Au niveau de l'économie dominicaine, une croissance de 6,5 % a été enregistrée de janvier à mars 2015, due à une augmentation de l'activité au niveau de l'ensemble des secteurs dont la construction (14,9 %), le commerce (10,6 %), l'intermédiation financière (7,4 %), l'agriculture (5,8 %), et les hôtels, bars et restaurants (4,9 %). Ces secteurs ont contribué à hauteur de 76 % à cette croissance. La décélération de l'inflation observée depuis le mois de janvier s'est poursuivie jusqu'au mois d'avril 2015. Établie à 1,16 %, 1,02 % et 0,64 % respectivement en janvier, février et en mars 2015, l'inflation annuelle a atteint -0,04 et 0,23 % aux mois d'avril et de mai. Compte tenu de l'évolution du niveau général des prix et de la performance des indicateurs macroéconomiques, la Banque Centrale dominicaine a abaissé le taux directeur à deux reprises, à 5,25 % en avril puis à 5 % en mai 2015.

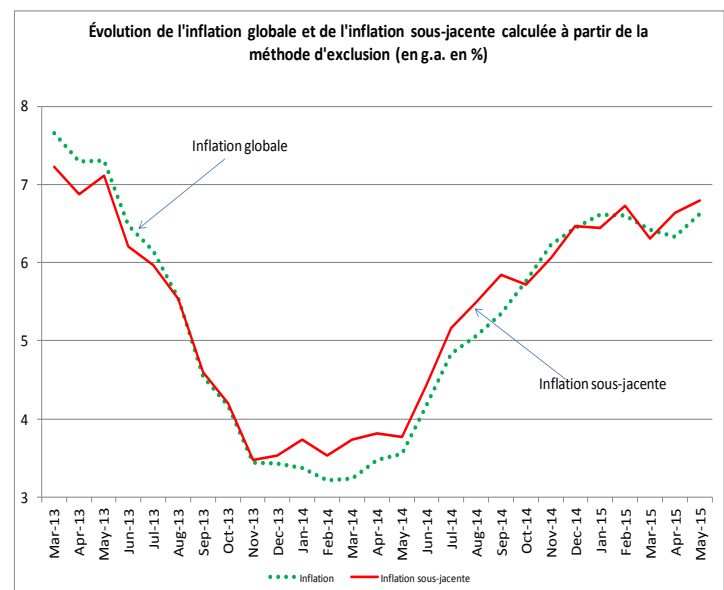
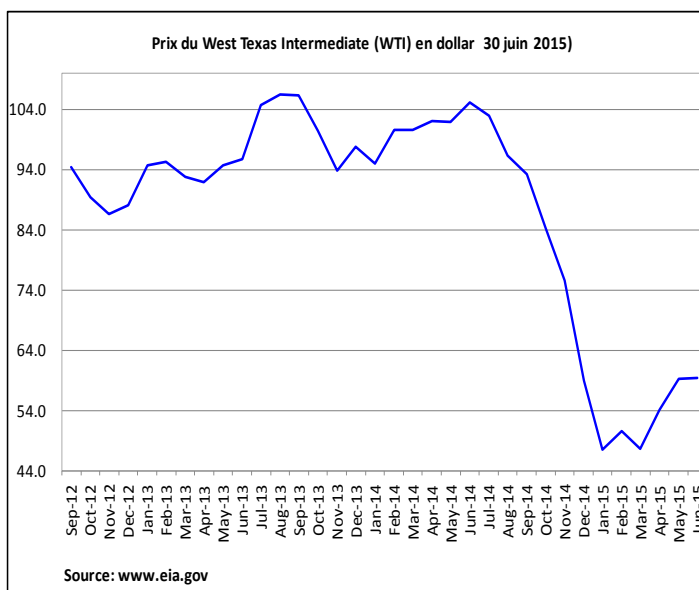
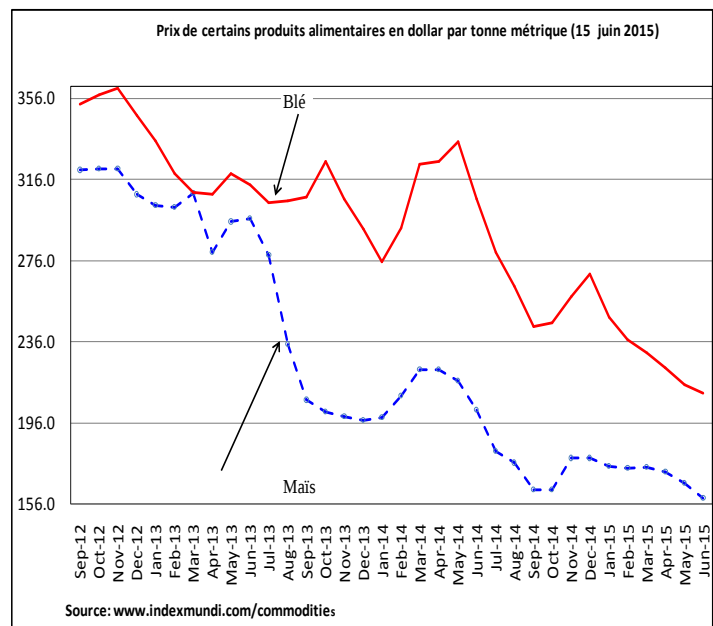
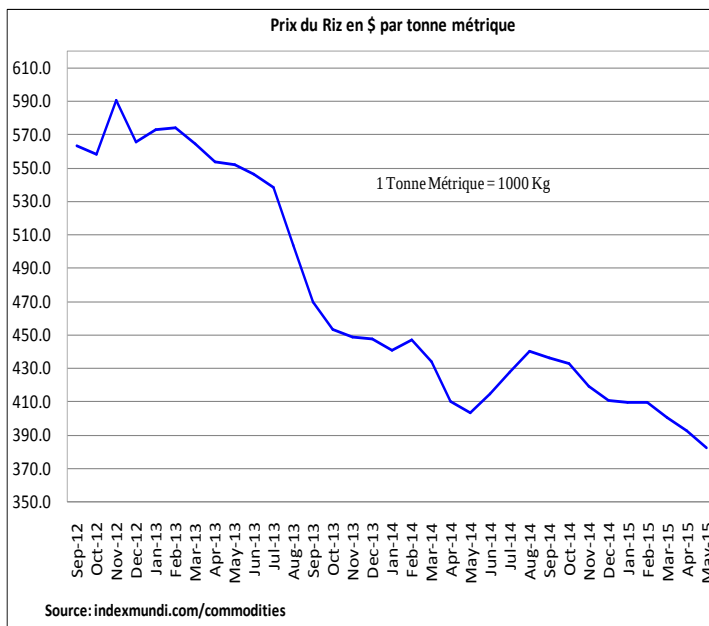
Sur le marché international, l'indice FAO des prix des produits alimentaires a encore décéléré au troisième trimestre. Après avoir enregistré une baisse de 2,3 points en avril 2015 à 169,2, l'indice FAO a fléchi à 166,8 en mai, soit une diminution de - 1,4 %. Toutefois, les cours du pétrole montrent une tendance à la hausse depuis le mois d'avril 2015. Les prix du Brent et du WTI ont atteint respectivement 64,15 dollars ÉU et 60,88 dollars ÉU le baril au 23 juin 2015, en hausse de 11 % et 12,6 % par rapport à mars 2015.

Sur le plan interne, les données estimées des indicateurs conjoncturels pour le troisième trimestre 2015 indiquent une légère reprise de l'activité économique dans les branches industrielles et commerciales par rapport au trimestre précédent². En effet, après avoir décliné de 7,5 % et 8 % respectivement au deuxième trimestre 2015 sous l'effet d'une dégradation du climat d'affaires en raison de la conjoncture sociopolitique, les projections de l'Indice de la Production Industrielle (IPI) et celui de l'Activité Commerciale (IACm) auraient affiché une croissance positive au troisième trimestre.

La relance de ces branches s'expliquerait par l'augmentation de la production au niveau des entreprises de fabrication de produits agro-alimentaires, de boissons et tabac, de textile, d'articles en bois et de papier d'imprimerie. De même, la reprise des travaux au niveau des chantiers publics a permis de relancer l'activité du secteur de construction (IAC) qui a enregistré une contraction de 3,8 % au deuxième trimestre 2015.

Par contre, dans la branche agriculture, les projections de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) font état d'une réduction de la production agricole attendue pour les mois de juin et juillet (récolte de printemps) en raison d'une faible pluviométrie et d'un déficit d'investissements au niveau de ce secteur. Cette situation a favorisé une légère augmentation des prix au troisième trimestre 2015. De 6,4 % en mars 2015, le taux d'inflation annuel est passé à 6,6 % en mai 2015. De même, en variation mensuelle, le rythme de progression des prix a atteint 0,8 % en mai 2015 contre 0,3 % en mars 2015. Cette accélération des prix à la consommation, quoique faible s'associe également à la croissance monétaire qui a favorisé d'importantes augmentations du taux de change, lesquelles ont conduit au renchérissement des produits alimentaires importés qui ont une pondération de 38,1 % dans le total de produits consommés.

² Sachant que les données de l'IHSI ne sont pas encore disponibles, la BRH a procédé à une estimation des indicateurs de conjoncture pour le deuxième trimestre 2015, se basant sur un prolongement de tendance.



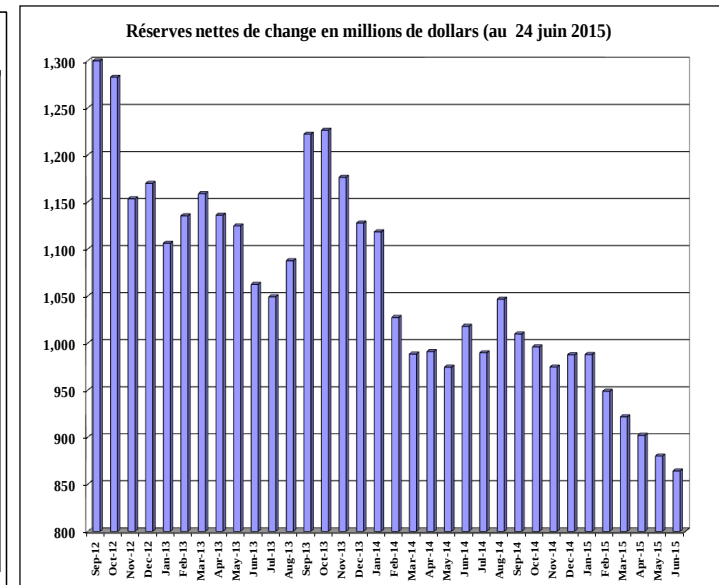
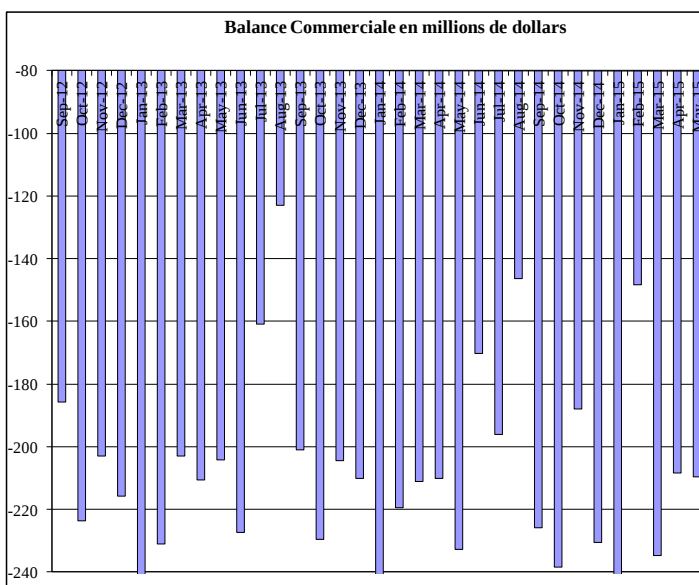
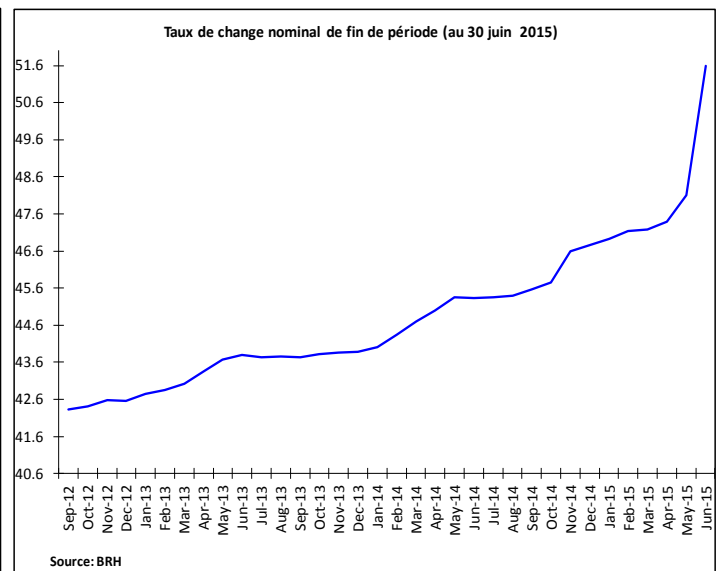
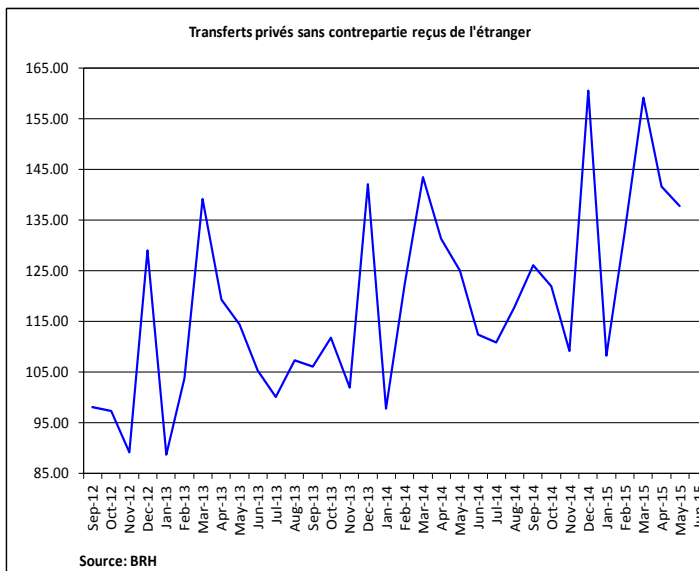
Accélération de la dépréciation de la gourde par rapport au dollar ÉU

S'agissant du secteur externe, les informations disponibles témoignent d'une raréfaction de l'offre de devises attribuable au recul significatif des décaissements externes et d'une augmentation du déficit commercial expliquant les pressions sur la demande de devises locale. À cela, il faut ajouter les anticipations négatives de certains agents en raison de la conjoncture électorale. Ces facteurs ont induit des tensions importantes sur le marché local des changes où le taux de change moyen bancaire au 26 juin 2015, a accusé par rapport au début de l'exercice une dépréciation de 11,05 %.

Depuis l'exercice 2010, les importations de biens et services ont presque doublé par rapport à 2009 et leur niveau a été maintenu jusqu'en 2015, à un montant moyen de 4,3 milliards de dollars ÉU. Toutefois, les

exportations et les transferts privés³ qui sont redevenus les principales sources de devises du pays, après la chute drastique des transferts publics (dons), amorcée en 2013, ont crû à un rythme relativement stable. Cette évolution des principaux éléments de l'offre montre une raréfaction continue des entrées de devises dans l'économie par rapport à une demande croissante. Cette situation s'est amplifiée au cours de l'exercice 2015, entraînant ainsi une dépréciation accélérée durant le troisième trimestre.

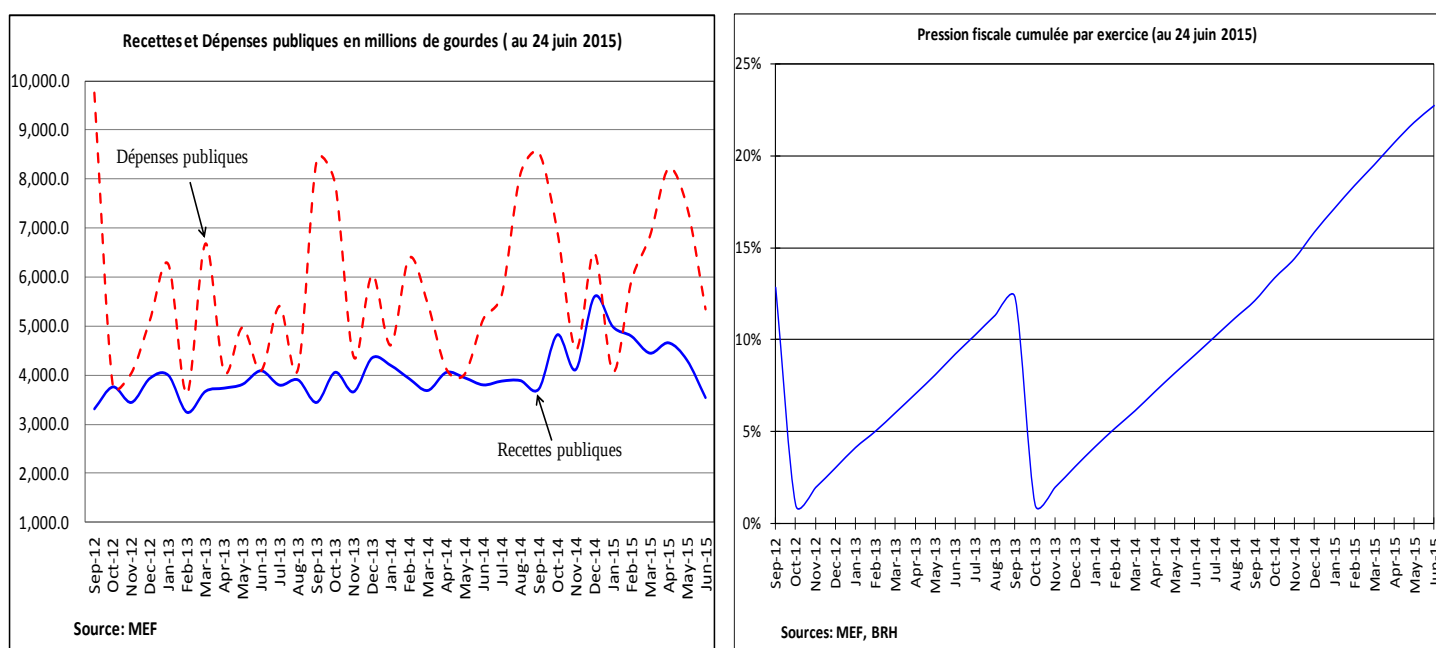
Par conséquent, la Banque Centrale a procédé à des interventions sur le marché des changes d'avril à juin 2015 qui ont contribué, entre autres, à une évolution à la baisse des réserves internationales nettes, lesquelles ont totalisé 858,9 millions au 17 juin 2015 contre 921,7 millions de dollars un trimestre plus tôt.



³ Sur les 8 premiers de l'exercice 2015, les transferts privés ont crû de 9,75 % pour atteindre 1,071 milliards de dollars EU.

Les informations disponibles sur la situation des finances publiques au 24 juin 2015 révèlent qu'un montant de 41 249 MG a été enregistré comme recettes de l'État pour la période allant d'octobre 2014 à juin 2015 ce qui représente un taux de réalisation de 67,8 % par rapport à la prévision de l'exercice. La perception moyenne mensuelle pour les huit premiers mois de l'exercice fiscal 2014-2015 est estimée à 4 714,4 MG alors que les dépenses fiscales moyennes mensuelles se chiffrent à près de 6 300 MG. Pour la période octobre 2014 à juin 2015 les dépenses totalisent 55 788,9 MG. Après un repli de 6 % au deuxième trimestre, les dépenses publiques ont augmenté de 24,7 % en variation trimestrielle pour totaliser 20 838.9 MG au 24 juin 2015. En variation annuelle, les recettes totales pour le trimestre ont reculé de 16 % alors que les dépenses ont crû de 42 %.

Un financement monétaire de 8,9 milliards de gourdes a été enregistré au 24 juin 2015 contre 3,9 milliards au trimestre précédent.



III- LES DECISIONS DE POLITIQUE MONETAIRE AU TROISIEME TRIMESTRE 2015

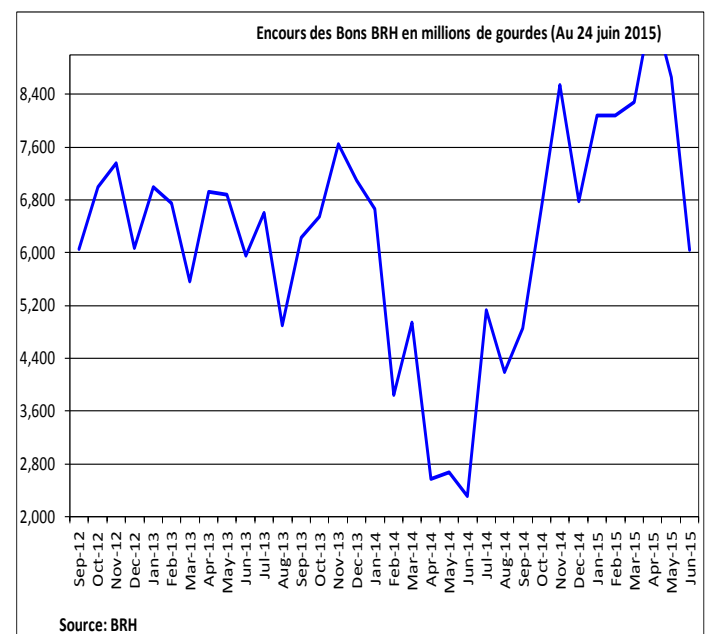
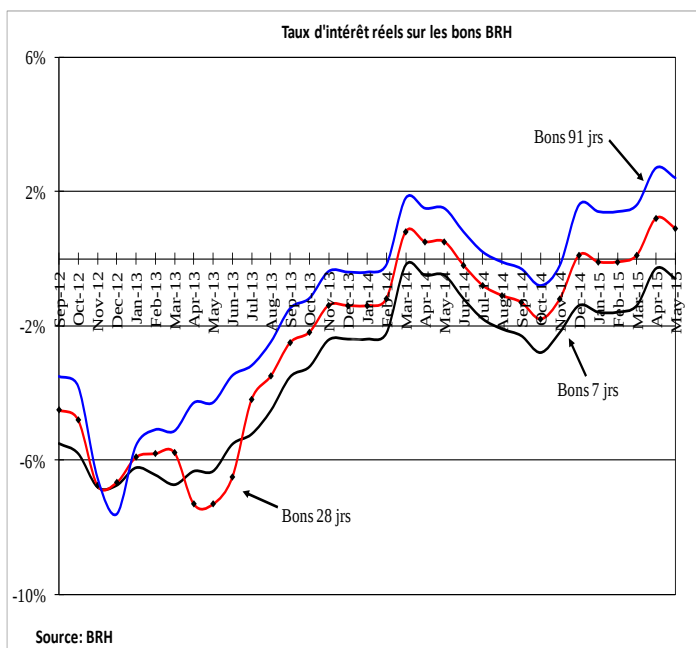
Poursuite du resserrement monétaire

L'objectif principal de la politique monétaire à la Banque de la République d'Haïti est la préservation de la stabilité des prix afin de sauvegarder la valeur interne et externe de la monnaie nationale. C'est dans un contexte où la majeure partie des crédits privés financent le commerce et l'importation que la Banque Centrale a resserré davantage les conditions monétaires au cours du troisième trimestre 2015 afin de contrer la dépréciation continue de la gourde par rapport au dollar ÉU et conséquemment limiter la transmission des effets négatifs du change à l'inflation.

Ainsi, les autorités monétaires ont décidé de relever à deux reprises les coefficients de réserves obligatoires sur les passifs libellés en gourdes et en dollars. Au mois d'avril 2015, les coefficients de réserves obligatoires sur

les passifs en gourdes sont passés à 38 % pour les banques commerciales et les filiales non bancaires et à 26,5 % pour les banques d'épargne et de logement. Sur les passifs en monnaies étrangères, les coefficients sont établis à 41 % pour les banques commerciales et les filiales non bancaires et à 29,5 % pour les banques d'épargne et de logement. Le 1^{er} juin, les coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes et en dollars ont été augmentés de 2 points de pourcentage. En effet, les coefficients sur les passifs en gourdes sont fixés à 40 % pour les banques commerciales et les filiales non bancaires et à 28,5 % pour les banques d'épargne et de logement. Sur les passifs en monnaies étrangères, les coefficients sont établis à 43 % pour les banques commerciales et les filiales non bancaires et à 31,5 % pour les banques d'épargne et de logement.

Parallèlement, la BRH a augmenté les taux d'intérêt sur les Bons BRH d'un (1) point de pourcentage à 7 %, 8,5 % et 10 % respectivement pour les maturités de 7, 28 et 91 jours. De même, le taux de mise en pension a été fixé à 15 % contre 12 % depuis le 26 mars 2014. Afin d'éponger la liquidité oisive du système bancaire dans un contexte de financement monétaire élevé (8,9 milliards HTG), l'encours des bons a augmenté progressivement, il est passé de 6,7 milliards de gourdes en décembre 2014 pour atteindre 8,6 milliards de gourdes fin mai 2015. Par ailleurs, dans le but d'atténuer les pressions sur le change, la Banque Centrale est intervenue pour alimenter le marché à partir des ventes de dollars.



En termes de résultats, la base monétaire au sens du programme a enregistré une progression de 13,48 % alors que la base au sens large a crû de 4,49 % par rapport à mars 2015. Au trimestre précédent, elles avaient baissé respectivement de 6,57 % et 0,13 %. Cette variation de la base monétaire doit principalement son origine à la hausse de 12,7 % du stock de crédit net de la BRH à l'Etat, étant donné la baisse continue des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale. L'expansion de la monnaie centrale au cours du troisième trimestre reflète la

détérioration de la situation des finances publiques caractérisée par une remontée des dépenses face à des recettes moins importantes que prévues. Dans ce contexte de financement monétaire élevé, la monnaie en circulation a repris une tendance à la hausse (2,81 %) au trimestre sous étude après un repli de 9,1 % en mars 2015. Cependant, la plus importante variation enregistrée au niveau du passif du bilan de la BRH est celle associée aux récentes mesures de resserrement prises en réaction à la persistance des tensions sur le marché des changes. En effet, le relèvement à deux reprises des taux de réserves obligatoires a accéléré le rythme de progression des dépôts des banques commerciales à la BRH, particulièrement ceux en gourdes dont la croissance trimestrielle s'est établie à 26,45 %. Il en est ressorti un recul de la liquidité excédentaire du système bancaire dont la position nette est passée de 2,5 milliards en avril à 1,3 milliard de gourdes au 17 juin 2015.

Du côté de la masse monétaire, les données les plus récentes remontant à avril 2015 indiquent une relative stabilité de M3 (+0,23 %) par rapport à mars. Les dépôts du système bancaire ont peu évolué, variant entre 0,5 % et 1,4 %, à l'exception des dépôts à terme en dollars, lesquels ont crû de 3,33 % sur un mois et de 31,2 % par rapport à septembre 2014. Cette progression des dépôts à terme en dollars reflète le recours accru des agents économiques au dollar comme une valeur refuge, au regard de la dépréciation accélérée de la gourde.

Au niveau des contreparties de M3, les retraits importants de l'État tant au niveau de ses dépôts à la BRH que de ses ressources dans les banques commerciales ont entraîné une progression de 12,78 % du crédit net du système bancaire sur le secteur public non financier de mars à avril 2015. Parallèlement, le crédit accordé au secteur privé a enregistré une variation négative de 1,02 %, traduisant l'effet conjugué des contraintes structurelles, du durcissement des conditions monétaires et d'éviction induit par le crédit public. Cette baisse du crédit privé s'est surtout manifestée au niveau des prêts en dollars (-4,05 %) alors que ceux accordés en monnaie locale ont affiché une hausse de 1,14 %.

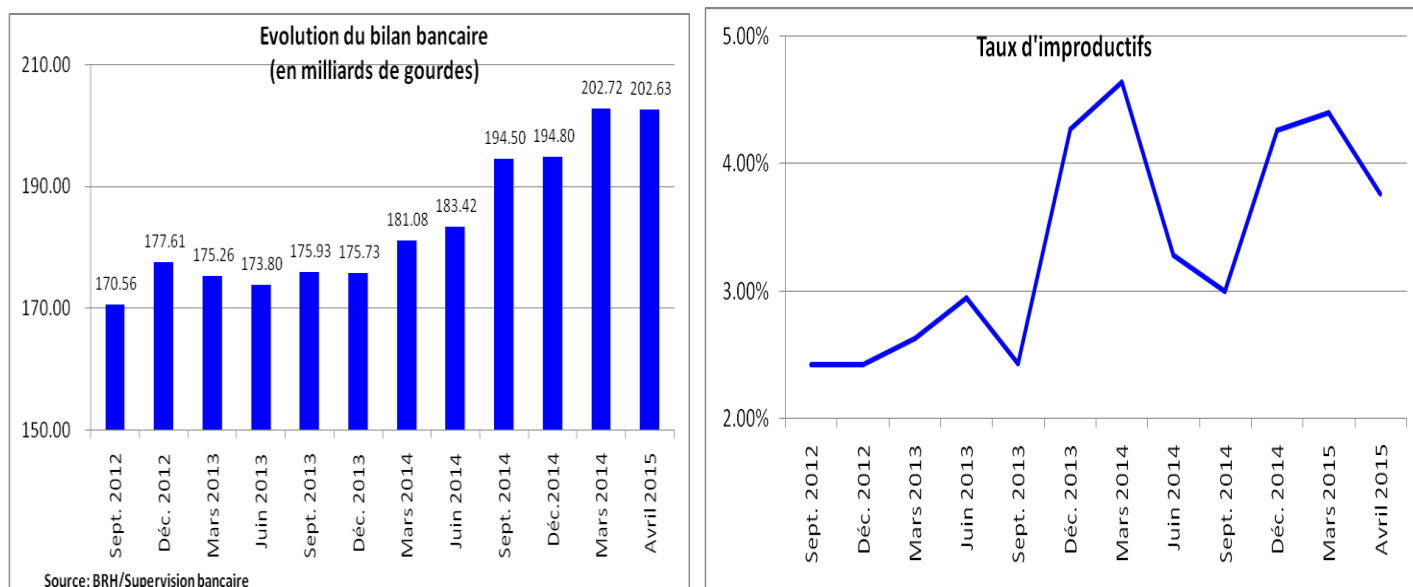
Globalement, l'évolution contenue de la masse monétaire par rapport à l'accélération du rythme de croissance de la base a assuré une relative stabilité du multiplicateur monétaire autour de 1,80 sur les 7 premiers mois de l'exercice en cours.

Poursuite de la bonne performance, de la solidité et de la solvabilité du système bancaire

Les indicateurs financiers disponibles jusqu'au mois d'avril 2015, témoignent d'un système bancaire haïtien performant, solide et solvable, malgré un élargissement de la marge d'intermédiation sur les taux d'intérêt en gourdes suite aux dernières décisions de la Banque Centrale.

En dépit de la stagnation de l'actif total du système bancaire à 202,63 milliards de gourdes, le bénéfice net cumulé jusqu'au mois d'avril 2015 a connu une progression 25,6 % en rythme annuel pour s'établir à 1,88 milliard de gourdes, liée notamment à l'augmentation de 35,4 % de revenus d'intérêt.

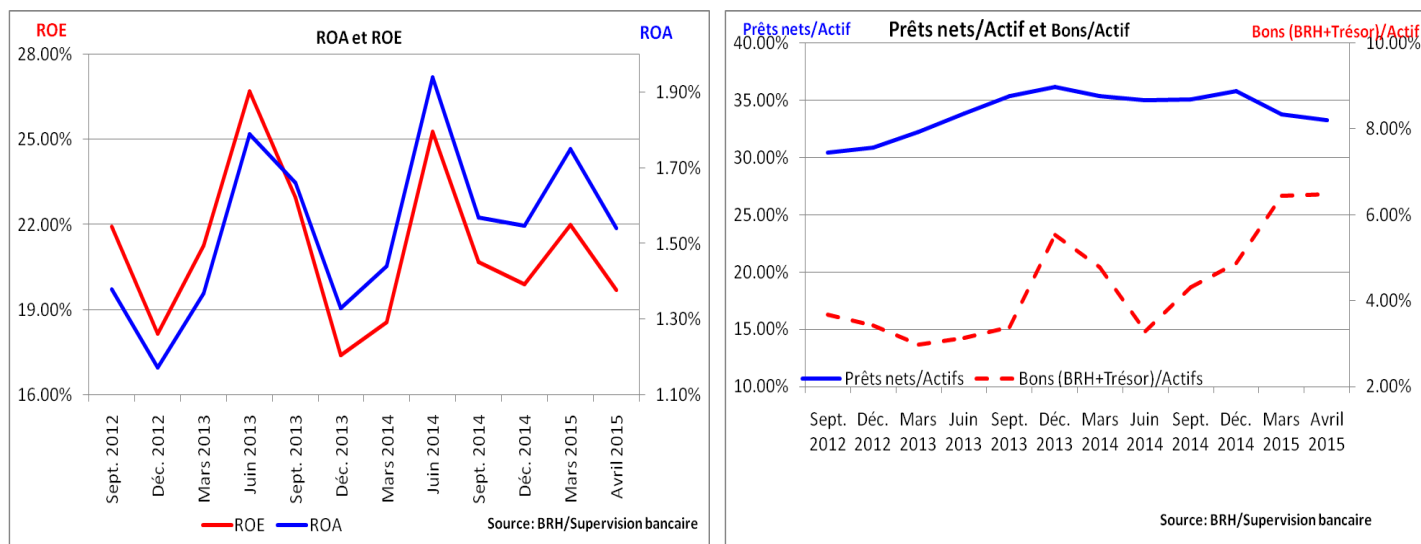
Par rapport à septembre 2014, l'actif du système bancaire a crû de 4,2 % par rapport à septembre 2014 et cette croissance s'explique notamment par la progression des dépôts (4,71 %), des obligations à vue (27,38 %) et de l'avoir des actionnaires (5,24 %) en dépit de la contraction des obligations à terme et des autres passifs. Concernant l'évolution des différentes catégories de dépôts, les dépôts à vue se sont repliés de 1,62 % par rapport à mars 2015, tandis que les dépôts d'épargne et à terme se sont accrus respectivement de 1,16 % et 1,5 % sur la période sous-revue.



La structure financière du système s'est renforcée notamment à travers le ratio de capitalisation « Avoir des actionnaires en % de l'actif » qui s'est établi à 7,66 % d'octobre 2014 à avril 2015 contre 7,40 % sur la même période de l'année antérieure. Parallèlement, les dépôts en % de l'actif ont chuté de 1,66 % pour s'établir à 81,42 %. L'évolution contrastée de ces deux ratios indique que les actifs du système ont été davantage financés par l'avoir des actionnaires que par les dépôts du système bancaire.

Considérant la qualité du portefeuille de prêts mesurée entre autres par le taux des improductifs, elle s'est établie à 3,76 % d'octobre 2014 à avril 2015 contre 4,53 % un an auparavant, renforçant ainsi une amélioration de la qualité du portefeuille des prêts accordés, car les improductifs ont moins crû par rapport aux prêts bruts. De plus, sur la même période, les banques se sont davantage provisionnées en cas d'éventuels défauts de paiements de la part de leurs débiteurs, soit 71,66 % contre 46,67 %.

Tout en étant en phase avec les standards internationaux requis, les ratios de rentabilité annualisés ROA et ROE se sont, tous les deux, améliorés la période allant d'octobre 2014 à avril 2015. Établi à 1,62 %, le ROA s'est apprécié de 18 points de base par rapport à la même période de l'année écoulée alors que ROE a pris environ 2 points de pourcentage pour atteindre 21,31 %. Cette évolution positive de ces deux indicateurs s'explique d'une part par la hausse plus marquée du bénéfice net par rapport à l'actif et d'autre part, par la progression plus que proportionnelle du résultat net par rapport à l'avoir des actionnaires.



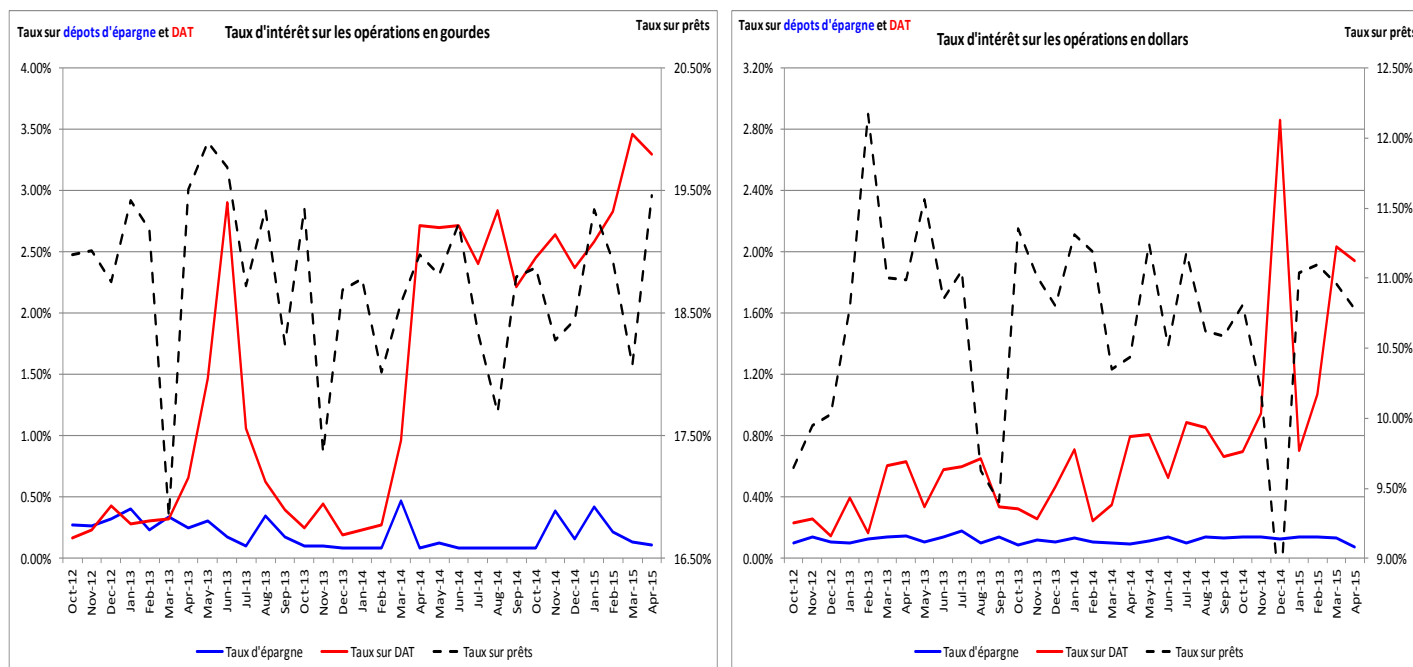
Du côté de l'allocation des ressources du système, la part de l'actif qui a servi aux activités de prêts (Prêts nets/Actif total) a connu une baisse pour s'établir à 33,24 % en avril 2015 contre 33,77 % un mois auparavant et 35,05 % en septembre 2014. Cette situation est due grâce à l'évolution contrastée du portefeuille de prêts nets qui a chuté par rapport à l'actif total ayant connu pour sa part le mouvement inverse jusqu'à mars pour stagner en avril 2015.

Concernant la dollarisation du système bancaire, les deux principaux ratios montrent une atténuation de ce phénomène. En effet, les dépôts en devises en % des dépôts totaux sont passés de 56,91 % à 56,78 % de mars à avril 2015, dû notamment au repli des dépôts à vue libellés en devises. Le portefeuille de prêts nets libellé en devises, a atteint 49,91 % du total des prêts nets accordés en avril 2015, soit un repli de 1,18 point de pourcentage par rapport à mars 2015. Comparé à la fin de l'exercice fiscal écoulé, la baisse du coefficient de dollarisation des prêts nets a été beaucoup plus prononcée puisqu'elle a été de l'ordre de 2,47 %.

Les données d'avril 2015 témoignent d'une augmentation de la marge d'intermédiation sur les opérations en dollars, tandis que celle sur les opérations en gourdes a plutôt évolué en sens inverse. En effet, comparé à mars 2015, les taux sur les DAT et ceux sur les prêts en dollars ont en moyenne accusé une baisse respective de 9 et 18 points de base, à 1,95 % et 10,78 %. Cependant, la baisse plus que poussée des taux débiteurs par rapport

aux taux sur les DAT a réduit la marge d'intermédiation en la faisant passer de 8,92 % en mars 2015 à 8,84 % un mois après.

Concernant les taux sur les dépôts d'épargne en dollars, pris en moyenne mensuelle, ils ont baissé de 6 points de base par rapport à mars 2015 pour s'établir à 0,07 % en avril, soit le plus bas taux historique jamais obtenu.



Par ailleurs, la marge d'intermédiation sur les opérations en gourdes a augmenté en avril 2015, atteignant 16,17 %, soit une détérioration de hausse de 1,55 % par rapport au trimestre précédent. Ces résultats font suite aux dernières décisions de politique monétaire prises en mars relatives au relèvement des coefficients sur les réserves obligatoires des banques commerciales. Cette évolution est due notamment à l'accroissement de 1,39 % des taux débiteurs sur la période, tandis que les taux créditeurs ont baissé de 16 points de base, à 3,30 %. Pour leur part, les taux sur les dépôts d'épargne ont perdu 6 points de base par rapport à mars 2015, pour s'établir à 0,11 % en avril 2015. L'évolution de ces derniers suit une tendance à la baisse depuis février 2015.

III- PERSPECTIVES

Les perspectives concernant l'économie haïtienne augurent une tendance à la hausse de l'inflation et un ralentissement du taux de croissance économique qui pourrait être inférieur au taux de croissance de 2,5% retenu dans le budget rectificatif pour l'exercice fiscal 2014- 2015. Les impacts négatifs de la sécheresse sur la production agricole conjuguée au climat d'affaires troublé par la conjoncture sociopolitique et les incertitudes qui en résultent devraient impacter la croissance. La stabilité des prix chez nos deux principaux partenaires

commerciaux, l'évolution à la baisse des cours des produits de base sur le marché international pourraient néanmoins atténuer les effets négatifs de la dépréciation de la gourde et de la baisse de la production agricole. Les prévisions d'inflation tablent sur une progression stable des prix à 6,7 %, 6,8 % et 6,9 % en glissement annuel, respectivement pour les mois de juin, juillet et août 2015.

De même, l'amélioration de l'activité mondiale économique, notamment aux États-Unis devrait soutenir l'augmentation des transferts privés sans contrepartie, lesquels constituent la plus importante composante de l'offre de devises du pays.

Au niveau local, les mesures fiscales inscrites dans le budget rectificatif, caractérisées par le relèvement et/ou la réduction de droits de douane sur certains produits visent, à moyen terme, une réduction des importations de ces biens et l'augmentation de leur production au niveau domestique. La matérialisation des appuis budgétaires externes, estimés à environ 65 millions de dollars, devrait induire une amélioration du solde budgétaire et une réduction du financement monétaire, ce qui, conjugué aux entrées de devises attendues pour la saison estivale⁴, impliquerait une offre de dollars améliorée et des conditions plus favorables sur le marché des changes. Dans ce contexte particulier, la posture de la BRH visera toujours une minimisation de l'impact de la liquidité excédentaire sur la demande de devises de l'économie de manière à poursuivre ses objectifs finals de stabilité des prix, vu le niveau élevé de transmission de la dépréciation à l'inflation.

La perte de pouvoir d'achat résultant de la dépréciation de la monnaie nationale a été contenue par le mouvement inverse des prix internationaux des principaux produits qu'importe Haïti. Toutefois, il importe de rappeler que leurs évolutions futures dépendront des aléas conjoncturels internationaux d'où l'urgente nécessité de poursuivre les efforts de politiques publiques visant à améliorer la compétitivité des filières de production locale. Ces derniers permettront une réduction des vulnérabilités de l'économie envers les chocs externes et favoriseront une convergence vers une croissance et un développement économiques soutenus et durables.

Toujours dans l'objectif de préserver la stabilité interne et externe de la gourde ainsi que du cadre macroéconomique, la Banque Centrale s'engage à suivre et à analyser les développements de la conjoncture nationale et internationale afin de prendre les décisions y relatives.

⁴ Notamment celles liées aux visiteurs de la diaspora et aux touristes de la CARIFIESTA